



Depuis une décennie, l'Irlande a été présentée par les plus fervents promoteurs du capitalisme néolibéral comme le modèle à suivre. Le « tigre celtique » affichait un taux de croissance plus élevé que la moyenne européenne. Le taux d'imposition des sociétés avait été ramené à 12,5% (1) et le taux effectivement payé par les nombreuses transnationales qui y avaient élu domicile oscillait entre 3 et 4% : un rêve ! Un déficit budgétaire égal à 0 en 2007. Un taux de chômage de 0% en 2008. Un vrai charme : tout le monde semblait y trouver son compte. Les travailleurs avaient un emploi (certes très souvent précaire), leurs familles consommaient allègrement, elles jouissaient de l'effet richesse et les capitalistes tant nationaux qu'étrangers affichaient des résultats extraordinaires.

En octobre 2008, deux ou trois jours avant que le gouvernement ne sauve de la faillite les grandes banques « belges » (Fortis et Dexia) aux frais des citoyens, Bruno Colmant, directeur de la Bourse de Bruxelles et professeur d'économie, s'est fendu d'une carte blanche dans *Le Soir*, le quotidien belge francophone de référence, pour affirmer que la Belgique devait absolument suivre l'exemple irlandais et déréglementer encore un peu plus son système financier. Selon Bruno Colmant, la Belgique devait modifier le cadre institutionnel et légal afin de devenir une plate-forme du capital international comme l'était l'Irlande. Quelques semaines plus tard, le Tigre celtique était terrassé.

En Irlande, la dérèglementation financière a encouragé une explosion des prêts aux ménages (l'endettement des ménages avait atteint 190% du PIB à la veille de la crise), notamment dans le secteur de l'immobilier, ce qui a boosté l'économie (industrie de la construction, activités financières, etc.). Le secteur bancaire a enflé d'une manière exponentielle avec l'installation de nombreuses sociétés étrangères (2) et l'augmentation des actifs des banques irlandaises. Des bulles boursière et immobilière se sont formées. Le total des capitalisations boursières, des émissions d'obligations et des actifs des banques a atteint quatorze fois le PIB du pays.

Ce qui ne pouvait pas arriver dans ce monde enchanteur arrive alors : en septembre-octobre

La crise irlandaise : fiasco complet du néolibéralisme

Écrit par Eric Toussaint

Lundi, 03 Janvier 2011 17:50 - Mis à jour Lundi, 03 Janvier 2011 18:14

2008, le château de cartes s'effondre, les bulles financières et immobilières éclatent. Des entreprises ferment ou quittent le pays, le chômage monte en flèche (de 0% en 2008, il grimpe à 14% début 2010). Le nombre de familles incapables de payer les créanciers croît très rapidement. Tout le système bancaire irlandais est au bord de la faillite et le gouvernement, complètement affolé et aveuglé, garantit l'ensemble des dépôts bancaires à concurrence de 480 milliards d'euros (près de trois fois le PIB irlandais qui s'élevait à 168 milliards d'euros). Il nationalise l'Allied Irish Bank, principal financier de l'immobilier en injectant 48,5 milliards d'euros (environ 30% du PIB).

Les exportations ralentissent. Les recettes de l'Etat baissent. Le déficit budgétaire bondit de 14% du PIB en 2009 à 32% en 2010 (dont plus de la moitié est attribuable au soutien massif aux banques : 46 milliards d'apport de fonds propres et 31 de rachat d'actifs risqués).

Le plan européen d'aide avec participation du FMI de fin 2010 s'élève à 85 milliards d'euros de prêts (dont 22,5 fournis par le FMI) et il est déjà avéré qu'il sera insuffisant. En échange, le remède de cheval imposé au tigre celtique est en fait un plan d'austérité drastique qui pèse fortement sur le pouvoir d'achat des ménages, avec comme conséquences une réduction de la consommation, des dépenses publiques dans les domaines sociaux, des salaires de la fonction publique et dans l'infrastructure (au profit du remboursement de la dette) et des recettes fiscales. Les mesures principales du plan d'austérité sont terribles sur le plan social :

- suppression de 24 750 postes de fonctionnaires (8% de l'effectif, cela équivaut à 350 000 postes supprimés en France) ;
- les nouveaux embauchés le seront avec un salaire inférieur de 10% ;
- baisse des transferts sociaux avec diminution des allocations chômages et familiales, baisse importante du budget de la santé, gel des pensions ;
- augmentation des impôts à charge principalement de la majorité de la population victime de la crise, notamment hausse de la TVA de 21 à 23% en 2014 ; création d'une taxe immobilière (concerne la moitié des ménages jusque là non-imposables) ;
- baisse de 1€ du salaire horaire minimum (de 8,65 à 7,65 euros, soit -11%).

Les taux des prêts accordés à l'Irlande sont très élevés : 5,7% pour celui du FMI et 6,05% pour les prêts « européens ». Ils serviront à rembourser les banques et autres sociétés financières qui achèteront les titres de la dette irlandaise qui, elles, empruntent à un taux de 1% auprès de la Banque centrale européenne. Une vraie aubaine de plus pour les financiers privés. Selon l'AFP, « le directeur général du FMI, Dominique Strauss-Kahn, a déclaré : 'Cela va marcher, mais bien sûr, c'est difficile [...] parce que c'est dur pour les gens' qui vont devoir faire des sacrifices au nom de l'austérité budgétaire ».

L'opposition dans la rue et au parlement a été très forte. Le Dail, chambre basse, n'a adopté le plan d'aide de 85 milliards d'euros que par 81 voix contre 75. Loin d'abandonner son orientation néolibérale, le FMI a indiqué qu'il plaçait parmi les priorités de l'Irlande l'adoption des réformes pour supprimer « les obstacles structurels aux affaires », afin de « soutenir la compétitivité dans les années à venir ». Le socialiste Dominique Strauss-Kahn s'est dit convaincu que l'arrivée d'un nouveau gouvernement après les élections prévues début 2011 ne changerait pas la donne : « Ce dont je suis convaincu, c'est que même si les partis d'opposition, le Fine Gael et le parti travailliste, critiquent le gouvernement et le programme [...], ils comprennent la nécessité de le mettre en œuvre ».

En somme, la libéralisation économique et financière qui visait à attirer à tout prix les investissements étrangers et les sociétés financières transnationales, a abouti à un fiasco complet. Pour ajouter l'injure aux dommages subis par la population victime de cette politique, le gouvernement et le FMI n'ont rien trouvé de mieux que d'approfondir l'orientation néolibérale pratiquée depuis 20 ans et d'infliger à la population, sous pression de la finance internationale, un programme d'ajustement structurel calqué sur ceux imposés depuis trois décennies dans les pays du tiers-monde. Ces trois décennies doivent au contraire servir d'exemple de ce qu'il ne faut surtout pas faire. Voilà pourquoi il est urgent d'imposer une logique radicalement différente, au profit des peuples et non de la finance privée.

Cet article est largement inspiré d'un diaporama réalisé par Pascal Franchet (« Actualité de la dette publique au Nord », http://www.cadtm.org/IMG/ppt/Actualite_de_la_dette_publique_dans_les_pays.ppt)

(1) Le taux d'imposition des bénéfices de société s'élève à 39,5% au Japon, 39,2% en Grande Bretagne, 34,4% en France, 28% aux Etats-Unis.

(2) Les difficultés de l'allemand Hypo Reale Estate (sauvé en 2007 par le gouvernement d'Angela Merkel) et la faillite de la banque d'affaire états-unienne Bear Sterns (rachetée en mars 2008 par JP Morgan avec l'aide de l'administration Bush) proviennent notamment des problèmes de leurs fonds spéculatifs dont le siège était à Dublin.